

Témoignage à la Marche de Pâques: «Pour la paix, plus de souveraineté alimentaire!»

Je m'appelle Irène. Pour l'anecdote, mon prénom vient du grec «Eirenê» qui signifie «la paix». C'est peut-être la raison qui m'a fait venir ici pour faire ce discours, chose que je n'ai jamais faite et qui me fait très peur! Je vais vous livrer mon témoignage.

Je suis née et j'ai grandi en ville, dans une famille aisée de Genève. Ma famille m'a offert des conditions de vie qui ne me destinaient pas à devenir paysanne, mais elle m'a aussi transmis un sentiment constant de révolte contre l'injustice sociale. En préparant ce discours, je me suis souvenue que, même en pleine ville, la plus grande insulte que nous nous lancions dans nos cours d'école était le mot «paysan». En bon genevois on disait: «Tcheu le péouze!» pour se moquer de quelqu'un. Inconsciemment, je pense que c'est l'une des raisons qui m'a amenée à devenir paysanne. Pourquoi, même pour des enfants qui n'ont plus de lien avec la campagne, le mot paysan garde une connotation si négative? Pourquoi la société méprise à ce point les gens qui la nourrissent?

J'ai choisi cette voie, d'abord parce que cultiver la terre et offrir les fruits de son travail aux autres pour les nourrir est la plus belle chose qu'on puisse faire sur cette terre, mais également parce que je me suis rendue compte en choisissant ce métier, qu'il est en danger de disparition et qu'il n'est plus temps d'y réfléchir, mais qu'il est temps d'agir. Si, comme dans d'autres pays ou comme dans notre pays à une autre époque, la majorité de la population était encore paysanne, mon statut social m'aurait peut-être permis de réaliser d'autres rêves. Aujourd'hui, le rêve que j'essaie de réaliser chaque jour est celui-là: reprendre en main notre autonomie alimentaire et par là même, rendre possible à d'autres personnes, dans d'autres pays, de le faire.

Aujourd'hui, je suis fière d'être paysanne, mais mon inquiétude est grande car le nombre de fermes diminue chaque jour, en Suisse comme ailleurs. Notre petit pays ne fait pas exception! Malgré une prise de conscience qui commence à se faire dans la population, la paysannerie est prise dans l'étau du libéralisme, entre une politique agricole désastreuse et des entreprises multinationales qui

s'accaparent tous les moyens de production, laissant derrière elles des familles ruinées, des savoirs détruits, des terres appauvries et des liens sociaux brisés, et ceci dans l'indifférence presque totale, puisque les rayons des supermarchés ne désemplissent pas.

Aujourd'hui, en Suisse et en Europe, le nombre de familles paysannes est tellement réduit qu'elles ne peuvent pas résister seules à cette grosse machine qui les détruit. Elles ont besoin du soutien de l'ensemble de la population. Si j'ai pu devenir paysanne, moi qui n'avais ni terre, ni argent pour démarrer mon activité, c'est grâce à un système coopératif qui relie les gens, producteurs et consommateurs, pour leur permettre d'atteindre un but commun: se nourrir

vivant dans une même région. Pour moi, c'est ça la souveraineté alimentaire: des gens qui se mettent ensemble pour décider ce qu'ils vont manger, comment ils vont le produire et à quel prix. Nous ne pouvons pas attendre que l'Etat décide à notre place, c'est à nous de construire des solutions au niveau local, c'est à nous de nous mettre ensemble pour résoudre ce grave problème.

La Suisse n'est pas considérée comme un pays colonisateur. Pourtant, à travers les nombreuses multinationales basées en Suisse et avec le soutien de notre Etat, elle le devient. Nous assistons à une guerre du sol et des ressources naturelles qu'il héberge. Des terres sont volées à d'autres peuples pour satisfaire nos besoins alimentaires et

ici ne signifie en aucun cas le repli sur soi. Il s'agit de solidarité et d'intégrité envers soi-même et envers les autres. Il est du devoir de chacun ici de se préoccuper de cette question.

Aujourd'hui, rien n'est fait pour que des jeunes reprennent la ferme de leurs parents ou s'installent sur une ferme sans être fille ou fils de paysans. Les normes toujours plus strictes et nombreuses demandent des investissements financiers énormes, la pression urbanistique sur les terres est immense, les prix du marché et de la grande distribution ne cessent de diminuer, le grossissement des fermes et l'éloignement des paysans entre eux qu'il implique brise les liens sociaux entre les paysans, etc. Qui peut résister à une telle pression? Qui peut avoir envie de cultiver la terre dans ces conditions? L'exode rural et les paysans sans terres sont aussi une réalité en Suisse!

A ce sombre tableau réaliste, j'aimerais ajouter une touche d'espoir. Ces dernières années, j'ai pu voyager et rencontrer de nombreux jeunes au travers de la Via Campesina. Des jeunes paysans de tous les continents s'organisent pour regagner leur dignité et reprendre en main la vie de leurs communautés, mise à mal par la société capitaliste. De nombreux projets initiés par les paysans eux-mêmes tentent de renverser la vapeur. J'ai lu un document écrit par un Africain qui dit que l'Afrique est, à l'encontre de ce qu'on entend tous les jours, bien plus à même de s'en sortir qu'ailleurs, car la société est encore à 80% paysanne. Je pense qu'il a raison. Je pense que l'Europe est, à l'inverse de tous les discours que l'on peut entendre et de manière un peu provocatrice, bien plus affectée par le capitalisme que d'autres continents car nos sociétés paysannes ont été pratiquement détruites, ce qui n'est pas encore le cas ailleurs. Je dis bien «pratiquement». Je ne serais pas là si je n'avais pas l'espoir de pouvoir reprendre le contrôle sur nos vies. Cela signifie un travail immense, mais ensemble, avec volonté et modestie, il est possible d'y arriver.

Et ce n'est pas en exportant du Swissness comme le proposent nos dirigeants que nous travaillerons à atteindre la souveraineté alimentaire dans nos régions. Amen ;) ou alors «mort au swissness, vive la paysannerie!».



dignement. Aujourd'hui je travaille avec deux autres collègues pour fournir des légumes biologiques à 140 familles genevoises. Chaque consommateur est pleinement investi et responsable (en tout cas financièrement) pour la production de sa nourriture, au même titre que le producteur. Sans ce partage des risques et des investissements, je ne serais pas là pour vous parler de cette riche expérience.

Notre coopérative ne dépend ni de l'Etat, ni des banques, ni des prix du marché, ni des multinationales de l'agrobusiness. Elle ne dépend que de la solidarité d'un groupe de personnes

industriels. Syngenta tue, Nestlé tue, d'autres entreprises tuent physiquement des paysans ailleurs, matériellement ici. Tout est lié. Partout dans le monde, la paysannerie fait face au même mépris, à la même destruction. C'est inacceptable, ici comme ailleurs. Protéger et soutenir la paysannerie suisse, c'est aussi protéger et soutenir la paysannerie mondiale. Moins il y aura de terres cultivées en Suisse, moins il y aura de personnes capables de cultiver ces terres, plus il faudra aller chercher sa nourriture loin, plus il faudra rentrer en guerre contre d'autres peuples, pour satisfaire un besoin primaire, celui de se nourrir. La protection que j'invoque